

LA CARAVELLE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :
27, Boulevard Merle
13012 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025



2, Rue Mahatma Gandhi
13090 AIX-EN-PROVENCE

Société de Commissaires aux comptes membre de la Compagnie d'Aix-Bastia

LA CARAVELLE
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :
27, Boulevard Merle
13012 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

A l'assemblée générale de l'association LA CARAVELLE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **LA CARAVELLE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note « Règles et Méthodes Comptables » de l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier, et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

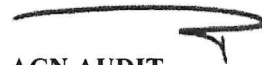
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aix-en-Provence, le 11 juin 2026.



ACN AUDIT,
Alain CERAULO
Commissaire aux Comptes associé

Etats financiers au 31/12/2025

Bilan

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 360	3 360		
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	261 394		261 394	
	Constructions	1 875 518	693 478	1 182 041	1 269 418
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	57 705	56 001	1 704	2 706
	Autres immobilisations corporelles	931 910	611 919	319 990	310 746
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes	123 919		123 919	120 793
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations	799 000		799 000	799 000
	Créances rattachées à des participations	616 443		616 443	614 685
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés	175 766		175 766	173 549
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	99 525		99 525	100 558
TOTAL (II)		4 944 541	1 364 758	3 579 783	3 391 457
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	55 006	44 879	10 127	179 165
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	193 097		193 097	274 112
	Charges constatées d'avance	8 689		8 689	7 742
	Valeurs mobilières de placement	1 500 316		1 500 316	2 500 315
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	4 282 788		4 282 788	2 525 633
TOTAL (III)		6 039 896	44 879	5 995 016	5 486 967
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
TOTAL ACTIF (I à VII)		10 984 437	1 409 637	9 574 799	8 878 424

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES		Règlement ANC 2022-06	
		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 125 233	1 064 400
	Fonds propres complémentaires	46 263	46 263
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	2 255 398	1 954 989
	Autres		
	Report à nouveau	285 849	303 510
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	1 983 324	1 542 672
	Excédent ou déficit de l'exercice	165 773	784 233
	Total des fonds propres (situation nette)	5 861 840	5 696 068
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	12 616	12 809
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	12 616	12 809
Total des fonds propres		5 874 456	5 708 877
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	832 500	832 500
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
Total des fonds reportés et dédiés		832 500	832 500
Provisions	Provisions pour risques	370 000	370 000
	Provisions pour charges		
Total des provisions		370 000	370 000
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	897 234	526 671
	Emprunts et dettes financières divers (2)	18 416	11 910
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	562 043	420 020
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	900 516	890 992
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	29 029	34 713
	Produits constatés d'avance	90 605	82 740
Total des dettes (1)		2 497 843	1 967 047
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif			
TOTAL PASSIF		9 574 799	8 878 424
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		1 841 493	1 487 629
(2) Dont emprunts participatifs			

Etats financiers au 31/12/2025

Compte de Résultat

Compte de Résultat 1/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	2 270 598	2 175 320
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	7 999 937	8 410 299
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	1 710	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	51 320	290 222
	Utilisations des fonds dédiés	832 500	787 193
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 500	
	Autres produits	461 646	153 862
Total des produits d'exploitation		11 619 212	11 816 896
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	3 938 535	3 913 395
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	498 459	457 277
	Salaires	4 215 030	3 918 040
	Cotisations sociales	1 688 894	1 561 855
	Dotation aux amortissements et dépréciations	186 325	182 388
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	832 500	832 500
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	93 648	46 530
Total des charges d'exploitation		11 453 390	10 911 985
RESULTAT D'EXPLOITATION		165 822	904 911

Compte de Résultat 2/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION		165 822	904 911
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	2 219	2 967
	Autres intérêts et produits assimilés	28 938	34 687
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		31 157	37 654
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	22 925	9 226
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	1 337	
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		24 262	9 226
RESULTAT FINANCIER		6 896	28 428
RESULTAT COURANT avant impôts		172 718	933 339
	Produits exceptionnels		2 361
	Charges exceptionnelles		143 142
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(140 781)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		6 945	8 325
TOTAL DES PRODUITS		11 650 369	11 856 911
TOTAL DES CHARGES		11 484 596	11 072 678
EXCEDENT ou DEFICIT		165 773	784 233
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Etats financiers au 31/12/2025

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes de l'exercice allant du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025 ont fait l'objet d'un changement de méthode résultant des changements de réglementation comptable suivants :

- ANC 2022-06 (modifiant le Plan Comptable Général) ;
- ANC 2023-03 (modifiant le règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif).

Ces changements s'appliquent de manière prospective et portent notamment sur :

- La définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression des transferts de charges ;
- Le plan des comptes ;
- Les modèles d'états financiers.

Les impacts significatifs sur les comptes au 31/12/2025 sont principalement :

- la suppression des comptes de transferts de charges qui ont été affectés dans les produits d'exploitation pour les aides au logement (217 106 € en 2024 et 195 433 € en 2025) , et dans les charges de personnel pour les remboursements d'indemnités journalières et remboursements formation(30628 € en 2024 et 15 930 € en 2025).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le bilan de l'exercice présente un total de **9 574 799** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **11 650 369** euros et un total **charges** de **11 484 596** euros,dégageant ainsi un **résultat** de **165 773** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 02/04//2026 par le conseil d'administration.

Règles et Méthodes Comptables

Créée en 1979 l'association La Caravelle s'est donnée comme but l'Aide aux personnes en difficultés morales et/ou matérielles, et comme missions l'hébergement, la protection et l'accompagnement des personnes en difficultés. Depuis plus de quarante ans, partenaire des pouvoirs publics, et en particulier des services de l'Etat, du Département des Bouches du Rhône et de la Ville de Marseille, La Caravelle a mis en place une quinzaine d'établissements diversifiés au gré des besoins sociétaux sur notre zone d'action. Le développement de son parc d'hébergement repose sur des partenariats très étroits avec les bailleurs sociaux du département.

Successivement étendue à la protection de l'enfance en 2000 et l'accompagnement des demandeurs d'asile en 2003 l'Association n'a cessé de se diversifier pour exercer ce jour son action sur 4 thématiques de besoins sociaux : L'Hébergement en vue d'une Insertion Sociale et Professionnelle, La protection de l'Enfance avec un internat et un service d'accueil familial, L'accompagnement de Demandeurs d'Asile avec l'HUDA et le CADA et désormais l'hébergement d'Urgence avec les établissements dédiés aux femmes victimes de violences et menacées, l'accueil périnatal, l'accueil des Ukrainiens et le dispositif de substitution à l'hébergement hôteliers.

Ce développement s'est accompagné d'un renforcement général des services supports et d'une professionnalisation dans tous les domaines.

Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice :

Une vie Associative régulière et dynamique

Le Conseil d'Administration a été réuni à 4 reprises, le 27 Mars, le 11 avril le 26 Juin en Assemblée Générale et le 22 Octobre.

Un administrateur a été nouvellement admis.

Treize ont été renouvelés.

Le Bureau a été réuni par le Président toutes les 6 semaines.

La gouvernance Associative de La Caravelle est présente, active et fonctionnelle.

Le Projet Associatif revisité

Le projet Associatif de la Caravelle a été finalisé en 2025 suite à des travaux ayant largement mobilisé nos financeurs, nos partenaires, des personnes accompagnées, nos équipes salariées et nos administrateurs.

Une Association qui investit

Après l'acquisition de la maison du Bd Haguenau en 2024 l'Association, poussée par la nécessité, a acquis la parcelle sud du 27 Bd Merle. Elle a ainsi conforté son Siège et s'est donnée les moyens de conserver son potentiel logistique immédiat (stationnement des matériels roulants). Elle prépare également pour l'avenir des possibilités d'extension du Siège si la nécessité s'en faisait sentir, le terrain acquis étant constructible.

Une Association qui se structure

L'année 2025 a vu La Caravelle prolonger son effort permanent de structuration par l'ajout de fonctions

Règles et Méthodes Comptables

supports.

- ***L'équipe administrative du Siège***, au service de l'ensemble des établissements a été confortée par le renforcement du temps de travail de Mme Oceane Duhamel, assistante administrative. Elle assurera de façon croissante la réalisation des outils de communication de l'Association.
- ***Un renforcement de la fonction support emploi-/formation*** afin d'accentuer notre potentiel d'accompagnement des ménages vers la formation et l'emploi.
- ***La création d'un poste de Directrice Qualité*** vient compléter un renforcement continu depuis 2020 des fonctions supports portées par le Siège au service de l'ensemble des établissements. En charge de l'ensemble des questions de conformité, de traçabilité et d'innovation ce poste rattaché au Directeur Général préfigure le fonctionnement des années à venir.

Des établissements en mutation qui évoluent en s'adaptant aux nouvelles réalités

L'ILOT déménagement. L'année 2025 a vu la mise à disposition du terrain de St Louis se terminer, contraignant la Caravelle à relocaliser l'établissement sur une solution transitoire dans l'attente d'une nouvelle implantation. La réactivité de l'Association et de ses équipes, le soutien de l'Etat et du Conseil Départemental ont permis que cette transformation se réalise rapidement, sereinement et en parfaite continuité de fonctionnement.

L'HUDA légèrement réduit mais en voie de consolidation. L'Etat a souhaité diminuer les effectifs de places d'HUDA qui avaient été recrées à sa demande en 2022. Pour la Caravelle cette diminution s'est faite sans perte d'emploi et dans des délais courts. L'Etat a par ailleurs annoncé un programme de transformation progressive des places d'HUDA des différents opérateurs vers un statut de CADA sous dotation globale de financement. Nous espérons être les premiers transformés.

Urgence Familles vers un nouveau développement. Le service Urgence Familles s'est vu proposer un bâti complémentaire en centre-ville de Marseille par le bailleur social ERILIA. Les services de l'ETAT ont répondu favorablement à ce projet d'extension qui devrait se concrétiser en 2026.

La CHUF sécurisé et en évolution. Le Centre d'Hébergement d'Urgence pour Femmes situé à Napollon a vu sa sécurisation financière fortement renforcée à l'occasion du changement de statut validé par les services de l'Etat. Celui-ci est passé en 2025 du statut d'établissement sous subvention à établissement sous dotation globale de financement avec 15 ans de conventionnement. Une évolution de son statut dont l'impact sur le fonctionnement et les durées de prise en charge nécessite un travail d'adaptation auquel l'équipe s'est immédiatement attelée

L'établissement MECS, présente un déficit important sur l'exercice 2025, ce déficit est en partie dû au paiement du SEGUR aux salariés qui s'élève pour l'année 2024 à 37 K€ et pour 2025 à 107 K€, sommes qui n'ont pas été perçues sur les subventions par la MECS.

Evènements significatifs postérieurs à l'exercice :

aucun évènements significatifs postérieurs à l'exercice

Les principales méthodes utilisées sont :

Règles et Méthodes Comptables

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- logiciels informatiques : de 1 à 3 ans
- Brevets : 7 ans
- Agencements, aménagements des terrains : de 6 à 20 ans
- Constructions : de 10 à 40 ans
- Agencements des constructions : 12 ans
- Matériel et outillage industriels : 5 ans
- Agencements, aménagements, installations : de 6 à 10 ans
- Matériel de transport : 4 ans
- Matériel de bureau et informatique : de 3 à 10 ans.
- Mobilier : de 5 à 10 ans

les immeubles acquis en 2024 ont fait l'objet d'un amortissement par composants, en appliquant au prix d'acquisition total les % de décomposition suivants :

- Terrain : 20%
- Toiture : 7%
- Installations générales : 10%
- Façade-etanchéité : 10 %
- Agencements : 15 %
- structure : 38%

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Règles et Méthodes Comptables

Compte tenu de la fragilité financière des familles sur lesquelles l'association dispose de créances, l'association a décidé de poursuivre la provision intégrales des créances acquises et non réglées au 31/12/25 sur ses familles ce qui représente sur l'exercice 2025 une reprise nette de 44 412 € (dotation 6 908 € reprise 51 320 €).

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers doté il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins au moins équivalente attendue de celui-ci.

Des prud'hommes sont en cours sur l'exercice 2025, avec des jugements rendus favorables à l'association, il n'y a pas eu de constatation de provisions pour risques en fin d'exercice sur les dossiers en cours.

Indemnités de fin de carrière :

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements à la clôture de l'exercice s'élève à 196 310 €

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- Les droits accumulés en fin de carrière basés sur la convention collective
- Le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- L'âge de départ à la retraite : 64 ans
- Le taux de rotation du personnel par catégorie (taux faible)
- Le taux moyen d'augmentation des salaires (2%)
- Le taux d'actualisation retenu (3.39%)
- Le taux moyen des charges sociales pratiqué dans l'association (49.98%)
- La table de mortalité (INSEE 2018-2020)
- Méthode de calcul retenue ANC 2021

Rémunération des cadres dirigeants :

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n° 2006-586 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Honoraires des commissaires aux comptes :

Règles et Méthodes Comptables

Le montant total des honoraires du commissaires aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat s'élèvent à 21 360 €.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Etat des valeurs mobilières de placement :

SICAV BMM :

- valeur comptable : 1 500 316 €
- Valeur à la clôture : 1 529 676 €

Engagements et sûretés réelles consenties :

- Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit :

Montant des dettes au 31/12/2025 : 737 351 €

crédit coop	
nantissement	125 004
hy légale spéciale prêteur derniers	234 940
garantie HCNR	10 972

Effectif moyen :

- Non cadres : 98
- cadres : 13

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	3 360					3 360
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 360					3 360
CORPORELLES	Terrains			262 100		706	261 394
	Constructions sur sol propre	1 827 079					1 827 079
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	48 439					48 439
	Instal technique, matériel outillage industriels	93 781				36 076	57 705
	Instal., agencement, aménagement divers	304 965		2 664		8 528	299 101
	Matériel de transport	509 019		91 484		59 911	540 593
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	162 033		7 236		77 053	92 216
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	120 793		3 126			123 919
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 066 110		366 610		182 273	3 250 446
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations			1 758			1 415 443
	Autres titres immobilisés	173 549		2 217			175 766
	Prêts et autres immobilisations financières	100 558		7 054		8 087	99 525
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 687 793		11 029		8 087	1 690 734
TOTAL		4 757 263		377 638		190 360	4 944 541

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	3 360			3 360
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 360			3 360
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	605 375	82 533		687 909
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	725	4 844		5 569
	Instal technique, matériel outillage industriels	91 075	2	35 076	56 001
	Autres instal., agencement, aménagement divers	135 578	23 373	8 528	150 424
	Matériel de transport	393 852	54 880	59 911	388 822
	Matériel de bureau, mobilier	135 840	13 784	76 950	72 674
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 362 446	179 417	180 465	1 361 398
TOTAL		1 365 806	179 417	180 465	1 364 758

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	268 000			268 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	102 000			102 000
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		370 000			370 000
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	89 291	6 908	51 320	44 879
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	89 291	6 908	51 320	44 879
TOTAL GENERAL		459 291	6 908	51 320	414 879
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			6 908	51 320	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	616 443		616 443
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	99 525		99 525
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	55 006	55 006	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	13 384	13 384	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 984	11 984	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	113 059	113 059	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	54 670	54 670	
	Charges constatées d'avance	8 689	8 689	
TOTAL DES CREANCES		972 760	256 792	715 968
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	178 299	178 299		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	718 935	62 585	206 273	450 077
	Emprunts et dettes financières divers	18 416	18 416		
	Fournisseurs et comptes rattachés	562 043	562 043		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	328 240	328 240		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	493 340	493 340		
	Impôts sur les bénéfices	6 945	6 945		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	71 990	71 990		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	29 029	29 029		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	90 605	90 605		
TOTAL DES DETTES		2 497 843	1 841 493	206 273	450 077
Emprunts souscrits en cours d'exercice		241 250			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		47 730			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Annexe libre

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	à l'ouverture	augmentation	diminution	a la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 110 665	60 833		1 171 498
Fonds propres avec droit de reprise	-			
Ecart de réévaluation				
Réserves	1 954 991	300 409	-	2 255 399
Report à nouveau	324 372	- 13 015	10 404	300 953
Dépenses rejetées	- 25 166	5 757	-	- 19 409
Dépenses opposables	- 4 303			4 303
Réduction des charges d'exploitation	167 689	68 383	79 604	156 468
Résultat sous contrôle des tiers financeurs	1 374 982	655 494	203 620	1 826 856
Excédent ou déficit de l'exercice	784 234	165 771	784 234	165 771
Situation nette	5 696 069	1 243 631	1 077 861	5 861 839

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Cf.état Subventions d'exploitation ILOT CHRS	832 500					832 500	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	832 500					832 500	



Variation des Subventions d'Investissement

Subventions à la clôture 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2025
--	--------------	------------	---------------------------------------

Subventions d'investissement			
Subventions d'équipement	17 449		12 616
Autres subventions d'investissement		4 833	
Montant nominal	17 449	4 833	12 616
Quotes-parts virées au compte de résultat	4 640	193	4 833

193

Produits à recevoir

31/12/2025

Règlement ANC 2022-06

Total des Produits à recevoir		143 651
Autres créances		143 651
PRODUIT A RECEVOIR URSSAF MECS	11 984	
SUBVENTION A RECEVOIR	113 059	
CAISSE AVANCES	359	
BANQUE PRODUIT A RECEVOIR	3 355	
PRODUIT A RECEVOIR	14 894	

Charges à payer

31/12/2025

Règlement ANC 2022-06

Total des Charges à payer		749 292
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 746
INT.COURUS / AUTRES EMPRUNTS ET DETTES ASS.	1 631	
INTERETS COURUS A PAYER	1 114	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		156 628
FOURN FACTURES NON PARVENUES.	156 628	
Dettes fiscales et sociales		588 843
CONGES A PAYER	318 840	
PRIMES A PAYER	9 400	
ORG.SOC. CONGES A PAYER	165 467	
ORG.SOC. CHARGES A PAYER	44 494	
ETAT AUTRES CHARGES A PAYER	2 621	
FORMATION CONTINUE A PAYER	30 255	
EFFORT CONSTRUCTION A PAYER	17 765	
Autres dettes		1 075
DIVERS CH A PAYER	1 075	

Annexe libre

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

SUBVENTIONS D EXPLOITATION

Nom organisme subvention neur	Motif	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant a percevoir N+1	Montant perçu d'avance N	Montant perçu d'avance N-1
DEP 13	ASELL	188 409	177 924	69 337	90 605	82 740
DEP 13	BERCEAU	91 980	91 980			
Préfecture	CADA	1 371 361	1 371 361			
Préfecture	CHRS	840 533	840 533			
Préfecture	CHUF	600 961	600 961			
Préfecture	CPH	664 537	664 537			
Préfecture	HUDA	773 735	773 735			
DEP 13	ILOT	835 500	835 500			
DEP 13	MECS	-	-			
Préfecture	MR GAMBETTA	149 468	149 468			
Préfecture	MR ST MARCEL	192 173	192 173			
ville	SIEGE	32 700	32 700			
DEP 13	OASIS	135 000	135 000			
Préfecture	URGENCE UKRAINE	118 325	118 325			
Préfecture	URGENCE UKRAINE	-	-			
Préfecture	URGENCE FAMILLE	1 342 418	1 342 418			
Préfecture	URGENCE FAMILLE	-	-			
Préfecture	CPH DE L ETANG	511 182	511 182			
Préfecture	SERV SUPPORT PSY	66 000	66 000			
DEP 13	action logement	38 925	38 925	43 721		
Préfecture	LE REBOND	57 024	57 024			
	TOTAUX	8 010 231	7 999 746	113 058	90 605	82 740

Annexe libre

ANALYSE DU RESULTAT

Catégories d'activité	Déficits	Excédents
MECS	436 467	
CHRS		68 784
CADA		81 594
MR GAMBETTA		19 570
MR SAINT MARCEL		16 065
ASELL	16 297	-
SIEGE		31 062
CPH		94 642
CHUF		32 504
ILOT		18 878
BERCEAU	-	3 017
HUDA	-	83 106
OASIS		2 328
SERV URGENCE UKRAINE		67 952
MR LA TESE		
SERV URGENCE FAMILLE		20 179
CPH DE L ETANG DE BERRE		31 868
LE REBOND		17 889
SERVICE SUPPORT PSY		23 952
ACTION LOGEMENT		5 145
RESULTAT DE L EXERCICE	452 764	618 535

165 771